



La vaccination ne justifie pas la régression sociale à travers le pass-sanitaire !!!

Si depuis le début de la pandémie, la CGT ne cesse d'exiger des moyens supplémentaires pour la recherche et les hôpitaux, rien ne saurait justifier de nouveaux reculs législatifs contre des salarié-e-s, déjà lourdement pénalisés par la crise sanitaire.

Dans son discours d'autosatisfaction du 12 juillet, le Président Macron a stigmatisé la population avec la mise en place du pass-sanitaire et a mis l'exercice des libertés en question. L'union départementale CGT 37 rejette le piège de la division entre « vaccinés » et « non vaccinés », ainsi que la « chasse aux sorcières » qu'instaure Emmanuel Macron, en désignant des boucs émissaires, au premier rang desquels les soignants. Ceux-là mêmes qui hier étaient applaudis, sans masque ni équipement, avec des sacs poubelles pour surblouses, ou qui, infectés par le virus de la COVID étaient contraints par les directions d'établissements à garantir le fonctionnement des services, faute de personnel suffisant. Ceux à qui le gouvernement n'a donné aucun moyen nécessaire pour faire tourner l'hôpital public, pire il a continué de fermer des lits, des services, des hôpitaux.

Depuis des décennies, les politiques en matière de santé ne l'ont été qu'au regard du seul prisme économique, avec pour seule finalité d'affaiblir la capacité des systèmes de santé à garantir aux patients l'accès et la prise en charge des soins pour toutes et tous, tout en libéralisant les secteurs les plus lucratifs.

Et ce ne sont pas les annonces gouvernementales qui parviendront à masquer le manque de moyens récurrents pour la santé, et plus largement pour les services publics, alors que les 500 plus grosses fortunes de France détiennent aujourd'hui un patrimoine de 1000 milliards et continuent de profiter de la pandémie (leur richesse a augmenté de 30% en un an).

La faiblesse de la vaccination dans le monde, et particulièrement dans les pays les plus pauvres, entretient la pandémie et les mutations du virus au gré des nouvelles vagues. La diffusion du variant Delta, attendu au cours de l'été, va à nouveau servir la propagande de l'exécutif pour réduire les libertés individuelles et collectives, et lui permettre de continuer sa politique antisociale.

Si la vaccination reste le meilleur outil de protection collective, cela ne peut se faire sans exiger les conditions qui en permettent sa réalisation et une réelle accessibilité (levée des brevets, réquisition des industries pharmaceutiques, planification, recrutement en masse et formation des soignants, campagnes de proximité dans les déserts vaccinaux, augmentation des capacités de réanimation).

Nous mesurons l'acharnement mis en œuvre pour inventer de nouvelles contraintes et de nouvelles diversions pour masquer les échecs successifs face à la gestion de la pandémie, et dont le patronat comme le gouvernement sont les seuls responsables.

Pour la CGT, il faut convaincre, donner les moyens et non contraindre.

En effet, la désinformation a entraîné la défiance et, depuis plus d'un an, entre mensonge, fausse annonce et contre-vérités les salariés sont sceptiques sur les solutions avancées par le gouvernement pour sortir de cette pandémie. En outre, le pass-sanitaire institué de fait « une obligation vaccinale » impliquant une atteinte aux libertés individuelles.

En créant cet écran de fumée et en divisant, le gouvernement tente de masquer les questions cruciales des réformes envisagées qui portent sur l'assurance chômage, des retraites du statut des fonctionnaires et en s'attaquant au droit du travail ainsi qu'aux garanties collectives.

C'est pourquoi, l'UD CGT 37 refuse que des salarié·e·s, au seul motif qu'ils ne seraient pas vaccinés, soient sanctionnés ou perdent leur emploi. Nous refusons de faire les frais d'une crise entretenue par le capital. L'UD CGT 37 s'opposera à toute sanction prise à l'encontre de salarié·e·s dans le cadre du pass-sanitaire et est disponible pour aider les salarié·e·s, les rencontrer afin d'organiser l'action.

Bulletin de contact et de syndicalisation	
Je souhaite :	
<input type="checkbox"/> Être informé	<input type="checkbox"/> Adhérer
Nom – Prénom :	
Adresse :	
Code Postal :	Ville :
Téléphone :	
E-mail :@.....	
Date de naissance :	
Profession :	
A retourner à Union départementale CGT d'Indre-et-Loire – BP 60425 – 37174 Chambray les Tours Cedex	
Tél : 02 47 38 53 81 – ud37@cgt.fr	